

Les crédits

Si vous vous rappelez, monsieur le Président, j'ai posé une question sur l'universalité à laquelle a répondu le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Je me souviens très bien de sa réponse. Elle était très brève. Il a effectivement dit qu'il était attaché au principe de l'universalité. Comme je l'ai fait remarquer ensuite, il existe une différence entre le principe et son application.

En réponse à la question du député, je dirai qu'à mon avis il est très évident qu'on ne peut pas s'attendre à ce que les conservateurs continuent à réduire le déficit d'une manière qui soit juste et équitable pour tous les Canadiens. Le budget fait preuve de discrimination contre de nombreux secteurs de la société canadienne. Il pénalise les familles tout comme les familles monoparentales, les personnes âgées et très certainement les femmes.

J'espère que les députés d'en face feront leur examen de conscience et redresseront les injustices qui existent actuellement dans le budget du ministre des Finances.

M. Langdon: Monsieur le Président, ce dernier échange m'incite à faire une observation. La voici. J'ai entendu beaucoup d'absurdités de la part du parti conservateur au fil des années, et pas seulement de la bouche du ministre chargé de l'Habitation (M. Redway). Il avait l'habitude de pouvoir émettre des points de vue qui reflétaient une certaine compréhension de la réalité et un certain sens de l'équité. Mais il voudrait maintenant nous faire croire qu'il est juste qu'un contribuable âgé de 35 ans et gagnant 100 000\$ par année paie un taux d'imposition inférieur. . .

• (1420)

M. Redway: Monsieur le Président, j'aimerais avoir l'occasion de discuter avec le député. Il semble vouloir maintenant discuter avec moi, mais nous en sommes à la période réservée aux questions et observations. Si vous m'accordez autant de temps pour répliquer au député qu'il en aura pris pour faire son observation en s'adressant à moi plutôt qu'à la présidence, je serai heureux de le faire, Votre Honneur.

Des voix: Oh, oh!

M. le vice-président: Comme le député le sait, la période des questions et des observations est évidemment réservée aux observations concernant le discours prononcé par la députée de Mississauga-Est (M^{me} Guarnieri).

M. Langdon: Dans ce cas, monsieur le Président, je veux dire clairement que, contrairement à certaines des affirmations stupides faites par les ministériels, je trouve que la députée a entièrement raison de dire que, lorsqu'un système est universel, il doit être juste sur le plan fiscal. Actuellement, les pensions sont évidemment im-

posables au même taux que tout autre revenu. Comme la députée l'a signalé, le gouvernement est en train de créer une situation où ce revenu, auquel les personnes âgées ont droit en reconnaissance des nombreuses années de travail qu'elles ont investies dans notre pays, sera imposé à un taux plus élevé, en fait, à un taux qui finira par entraîner le remboursement intégral.

M. Kilgour: Très intéressant.

M. Langdon: Nous allons tout enlever à ces personnes âgées. Pourquoi a-t-on choisi ces gens? C'est là la question que je pose à la députée qui a parlé. Cela me semble conforme à la position adoptée par le Parti conservateur qui, au départ, s'est montré contre le droit à la pension, et je demande à la députée si elle voit, elle aussi, les choses de cette façon.

Mme Guarnieri: Monsieur le Président, je remercie le député de ses observations subtiles.

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

Mme Guarnieri: Mes remarques venaient du fond du coeur. Je ne suis jamais allée à l'école des clowns, et vous devrez donc me pardonner de ne pas être aussi amusante que le député qui est en face de moi.

Des voix: Oh, oh!

Mme Guarnieri: Je trouve que le député pose une question très subtile. Je m'empresse de la renvoyer à qui de droit, c'est-à-dire aux députés d'en face.

Pourquoi pénaliser les faibles et les personnes les plus vulnérables de notre société?

M. Beatty: Les faibles parmi les riches. Parmi ceux qui gagnent de gros salaires.

Mme Guarnieri: Nous avons entendu les conservateurs nous parler de cette politique à la Robin des Bois. Je maintiens que c'est plutôt que c'est celle des shériffs de Nottingham du monde et non pas des Robin des Bois.

M. Hawkes: Monsieur le Président, c'est flatteur pour moi de savoir qu'un nouveau député à la Chambre s'est donné la peine de lire un discours que j'ai prononcé en 1983.

En 1979, j'ai eu l'honneur, à titre de nouveau député, d'être le deuxième sur la liste des députés qui sont intervenus pendant le débat sur le budget. Je n'étais pas peu fier de dire aux députés que le budget de 1979 de M. Crosbie, et j'ai eu l'honneur de prendre la parole après le ministre des Finances à l'époque, était, à mon avis, le budget le plus équitable envers les pauvres qui ait jamais été présenté aux Communes au cours des années 70. J'ai vu les députés libéraux se lever pour voter contre ce budget et renverser du même coup un gouvernement qui a été obligé de déclencher des élections.